

Cuba dans l'Empire espagnol

Joseph Pérez

Professeur émérite à l'université de Bordeaux III Ancien directeur de la Casa Velázquez

Étape et lieu de rassemblement des galions espagnols puis des navires marchands dans le commerce transatlantique, colonie productrice de sucre et de tabac, cultures dont le corollaire était l'esclavagisme africain, Cuba fut aux XVII^e et XVIII^e siècles une île dont la capitale, La Havane, était un port animé et fort peuplé. Sa richesse, sa position stratégique et le déclin de la puissance de l'Espagne, ne pouvaient que générer des rivalités. À la fin du XIX^e siècle, les nationalistes cubains, désireux de s'affranchir du joug espagnol, ont cru que leur indépendance pouvait être garantie par les États-Unis, qui eurent tôt fait, comme nous le rappelle Joseph Pérez auteur d'une Histoire de l'Espagne (Fayard, 1996), de transformer la « perle de l'Empire espagnol » en une colonie économique.

L'île de Cuba – la plus grande des Caraïbes – a été découverte en octobre 1492, lors du premier voyage de Christophe Colomb. L'occupation et l'exploitation intensive commencent une vingtaine d'années plus tard, en 1511, mais les placers et la production d'or s'épuisent vite ; la population indigène fond de manière catastrophique. Une reconversion s'impose. Le golfe du Mexique, écrit Humboldt, est « une Méditerranée à deux issues » fermée par l'île de Cuba. Cette situation justifie le rôle que cette île va jouer, d'abord comme base arrière des expéditions vers l'Amérique centrale, puis dans l'organisation des liaisons entre l'Espagne et l'Amérique : fondée en 1519, La Havane va devenir pour trois siècles le port militaire de la Nouvelle Espagne et l'escale où se rassemblaient, avant de franchir l'Atlantique, les galions chargés de marchandises ou de métaux précieux, ceux qui venaient de Séville et ceux qui y allaient.

Traite des esclaves et cultures sucrières

Deux produits dominant l'économie de Cuba pendant toute la période coloniale : le sucre et le tabac.

Les plantations de canne à sucre et les moulins à sucre apparaissent dans la première moitié du XVI^e siècle, mais la culture et l'élaboration du produit supposent une main-d'œuvre bon marché ; la chute de la population indigène oblige à recourir à des esclaves. La première introduction de nègres à Cuba eut lieu en 1521, mais ces esclaves noirs étaient relativement peu nombreux, car l'Espagne ne possédait pas de comptoirs de traite en Afrique et elle soumettait le commerce des esclaves à une réglementation sévère – la Couronne concédait ou vendait à des particuliers des licences d'importation pour des quantités très variables. Il faut noter que les fournisseurs d'esclaves ont été d'abord les Portugais, puis, à partir des années 1640, les Hollandais et au XVIII^e siècle, les Anglais. En 1763, il n'y avait pas plus de trente-deux mille esclaves dans toute l'île. C'est ce qui explique que, jusqu'à cette date, la culture sucrière de Cuba, sans être négligeable, était très loin du niveau qu'elle atteignait alors dans les colonies françaises comme Saint-Domingue ou anglaises comme la Jamaïque.

À l'occasion de la guerre de Sept Ans (1756-1763), qui opposa, d'une part, l'Espagne et la France, d'autre part, l'Angleterre et la Prusse, les Anglais réussirent à s'emparer de La Havane. Quoique brève, cette occupation a été très bénéfique pour Cuba : en onze mois, les Anglais introduisent autant d'esclaves que les Espagnols n'en avaient fait entrer en quinze ans. Il s'ensuit une progression de la production de sucre. Avant 1761, l'île de Cuba était couverte de pâturages ; après, on assiste aux premières manifestations d'une industrie naissante. En 1788-1789, les Antilles espagnoles – Cuba et Puerto Rico – représentent 40 % du trafic entre l'Amérique et l'Espagne. Dans les années suivantes, cette progression se confirme. Il y a d'abord les mesures décidées par l'Espagne : la traite des esclaves devient libre à partir du 28 février 1789, ce qui augmente la productivité des sucreries ; peu après, la métropole autorise Cuba à commercer librement avec les ports espagnols, les ports de l'empire d'Amérique et aussi avec les États-Unis, ce qui a un effet positif sur la production de la principale exportation, le sucre. Enfin, les événements liés à la situation internationale servent indirectement les intérêts de Cuba. L'une des conséquences de la Révolution française de 1789 a été que Saint-Domingue, jusque-là modèle de colonie d'exploitation, parvient à arracher son indépendance après une longue guerre qui dure de 1791 à 1803. Beaucoup de propriétaires blancs sont massacrés par les esclaves et les Noirs libres ; beaucoup d'autres fuient dans les îles espagnoles voisines, notamment à Cuba où ils apportent les capitaux qu'ils ont pu sauver et leur savoir-faire. Le 1^{er} janvier 1804, Haïti devient indépendante, mais la guerre a causé d'énormes dégâts. La ruine d'Haïti et le déclin des Antilles anglaises font la prospérité de Cuba au XIX^e siècle. Cuba remplace désormais Saint-Domingue dans le marché du sucre mondial. Les planteurs obtiennent la liberté de se procurer la main-d'œuvre qui leur est nécessaire. Les quinze années qui ont suivi 1792, date de l'introduction du commerce libre, ont fourni plus d'esclaves que les deux siècles et demi précédents. De 1792 à 1860 on introduit à Cuba plus de sept cent vingt mille esclaves.

Cuba est maintenant la grande île sucrière ; elle exporte près de soixante-dix mille tonnes de sucre en 1823, c'est-à-dire le cinquième du sucre des Antilles et le huitième de tout le sucre de l'Amérique équinoxiale qui reflue en Europe et aux États-Unis. Encore ne s'agit-il là que des exportations faites par des voies licites, sans parler du sucre vendu en contrebande.

Le tabac

Le café aussi est en plein essor au début du XIX^e siècle, là aussi, grâce aux émigrés de Saint-Domingue. À quoi il faut ajouter le tabac, célèbre dans toute l'Europe. Le 20 octobre 1614, un décret avait accordé la liberté de culture et de consommation intérieure ; le surplus de production devait être envoyé à Séville. En 1717, un autre décret avait établi le monopole de l'État : la couronne avait l'exclusivité des achats et de la vente, mais la culture restait libre. Ce texte avait provoqué des révoltes de planteurs en 1717, 1720, 1723... En 1761, la création de l'usine royale de tabac de La Havane avait consacré le régime d'administration directe par la couronne. Le monopole est aboli en 1817. Au XIX^e siècle, le tabac vient tout de suite après le sucre dans les exportations cubaines. Les voyageurs évoquent la fabrication des cigares par les Noirs et les Nègresses ; on vante les cigares dits *vegueros*, « faits du plus beau tabac, et fabriqués à la campagne par les femmes de couleur de l'île, qui n'utilisent jamais de table pour travailler – si les rapports disent vrai – mais les deux mains qui leur sont indispensables pour les rouler, ce sur quoi elles les roulent étant laissé à l'imagination... ». Vers 1850, Cuba commence à souffrir de la concurrence du tabac de Virginie : « La moitié des cigares vendus en Europe comme d'authentiques havanes [...] sont fabriqués dans du tabac nord-américain », écrit un voyageur.

Le port de La Havane

La richesse du commerce achève de faire la prospérité de Cuba au XIX^e siècle, richesse qui repose en grande partie sur la situation du port de La Havane, à l'entrée du golfe du Mexique, là où se croisent les grandes routes des peuples commerçants des deux mondes. Au XVIII^e siècle, l'abbé Ravnal faisait observer que « l'île de Cuba seule pouvait valoir un royaume à l'Espagne ». Cuba

exporte ainsi, « par des voies licites et illicites, de ses seules productions indigènes en sucre, café, tabac, cire et peaux, pour la valeur de plus de quatorze millions de piastres. C'est, à un tiers près, ce que le Mexique a fourni de métaux précieux à l'époque de la plus grande prospérité de ses mines » (Humboldt). Depuis les troubles de Saint-Domingue, le port de La Havane s'est élevé au rang des premières places du monde commerçant. La Havane achète à l'étranger bien au-delà de ses propres besoins : elle échange ses denrées coloniales contre les produits des manufactures d'Europe pour revendre une partie de celles-ci au Mexique, au Venezuela et à la Colombie. On s'explique du même coup le développement que connaît alors la ville de La Havane : en 1825, elle compte cent trente mille habitants alors que la population totale de Cuba est de sept cent quinze mille habitants. À la même époque, cinq autres villes d'Amérique seulement dépassaient les cent mille habitants : Mexico, New York, Philadelphie, Rio et Bahia.

La question de l'esclavage

Dans une large mesure, l'esclavage a fait la fortune de Cuba. L'aristocratie sucrière le sait. C'est pourquoi elle tient à perpétuer ce régime malgré les critiques de plus en plus nombreuses qui s'élèvent de toutes parts. Depuis 1817, la traite est interdite, mais les esclaves continuent à entrer en contrebande. À Cuba, l'esclavage n'est aboli qu'en 1886, bien après qu'il l'a été au Mexique (1829), dans les Antilles britanniques (1833), dans les Antilles françaises (1848)... Vers 1820, l'île compte environ six cent mille habitants. 40 % sont des Blancs, 24 % des Noirs libres, le reste des esclaves. Au milieu du XIX^e siècle, la population de Cuba s'élèverait à un million d'habitants ; 40 % sont des esclaves, ce qui inquiète les planteurs qui craignent une insurrection. C'est du reste la crainte d'une réaction de la part des Noirs qui a retenu l'aristocratie blanche de l'île de suivre l'exemple des autres possessions de l'Espagne, au début du XIX^e siècle, et de réclamer son indépendance ; pour sa sécurité, elle comptait sur la métropole, mais la proportion des esclaves noirs dans la population totale de Cuba ne cesse de croître : ils sont bientôt plus nombreux que les Blancs.

Le maintien de la souveraineté espagnole n'en posait pas moins des problèmes aux Cubains. La constitution de 1837 n'accordait aucune représentation aux territoires d'outre-mer, qui étaient soumis à un régime politique spécial ; on répugnait à considérer les esclaves et les métis comme des citoyens de plein exercice. Cette situation finit par provoquer le mécontentement larvé, puis déclaré, d'une partie importante de la population. La première manifestation grave est connue sous le nom de guerre de Dix ans (1868-1878). L'Espagne envoie alors à Cuba entre 175 000 et 210 000 soldats. Les pertes s'élèvent à 58 486 dont 54 826 par suite de maladies.

Un parti libéral se constitue en 1878, mais ses revendications portent essentiellement sur les questions économiques et sociales : abaissement des droits de douane à l'entrée en Espagne du sucre cubain, indemnisation des propriétaires d'esclaves, réglementation du travail des Noirs libres, appel à une immigration blanche en provenance d'Europe ; le programme du parti exclut toute idée d'émancipation : Cuba doit rester une partie de l'Espagne sous une modalité à étudier, colonie ou province.

Le Parti révolutionnaire cubain

Le Parti révolutionnaire cubain, fondé en 1891, a de tout autres projets : il envisage l'indépendance de Cuba. L'idéologue et le chef en est José Martí (1853-1895) qui développe ses objectifs dans le Manifeste dit de Montecristi. Le parti déclare vouloir s'appuyer résolument sur les classes opprimées de l'île. Le gouvernement espagnol élabore bien, en 1893, un plan qui prévoit pour Cuba une large autonomie, mais les réactionnaires le font échouer parce qu'ils le considèrent comme séparatiste. Le Parti révolutionnaire déclenche alors, en 1895, une nouvelle guerre dite « inextinguible », guerre menée avec l'appui des masses opprimées et destinée à combattre l'État colonial ; le but est d'affranchir Cuba de la tutelle de l'Espagne et d'en faire un État indépendant. La guerre prend vite des aspects dramatiques : férocité des combats, sévérité de la répression, pertes énormes dans les deux camps ; sur plus de 200 000 soldats envoyés

d'Espagne, on enregistre 55 640 morts dont 53 477 par suite de maladies – paludisme, dysenterie, fièvre jaune. Successivement, trois généraux de grand prestige – Martínez Campos, Weyler et Blanco – s'avèrent incapables de venir à bout des rebelles.

L'intervention des États-Unis

Certains hommes politiques font obstacle à toute solution négociée, par exemple Francisco Romero Robledo, l'un des plus intransigeants partisans d'une politique de fermeté à Cuba, ministre de l'Intérieur de mars 1895 à août 1897 ; il est vrai qu'il avait des intérêts à Cuba puisqu'il avait épousé la fille d'un grand propriétaire sucrier. En mars 1898, devant un conflit qui s'éternise, il préconise une annexion négociée avec les États-Unis.

À plusieurs reprises, en effet, les États-Unis avaient proposé d'acheter Cuba, sous la pression des politiciens du sud, soucieux de voir s'accroître le nombre des États esclavagistes et, du même coup, leur influence dans l'Union. En janvier 1898, à la suite d'une intense campagne de presse, les États-Unis envoient à La Havane le croiseur *Maine* sous prétexte d'une visite de courtoisie. Le 15 février 1898, une explosion fait sauter le bateau et cause de très nombreuses victimes. Il s'agit probablement d'un accident, mais une commission d'enquête américaine conclut à un sabotage commandité par l'Espagne ; le gouvernement américain en tire prétexte pour intervenir. En mars 1898, l'Espagne rejette une fois de plus la proposition des États-Unis d'acheter Cuba. Le 23 mars, le gouvernement américain envoie un ultimatum à l'Espagne, puis déclare la guerre. Les hostilités durent à peine trois mois. Le 9 mai 1898, la marine américaine coule la flotte espagnole des Philippines, puis, quelques jours plus tard, celle de Cuba. La paix est signée le 10 décembre 1898 à Paris : Puerto Rico et les Philippines sont cédés aux États-Unis, Cuba est placée sous administration américaine jusqu'au 20 mai 1902 ; à cette date, l'île obtient son indépendance, mais les États-Unis se réservent une base navale, à Guantanamo.

Joseph Pérez

Mars 2003

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



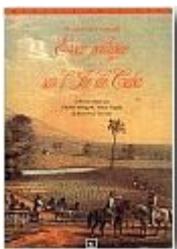
La Guerre de Cuba et le destin de l'Amérique latine
José Martí
Aubier Montaigne, Paris, 1973



José Martí. Des fondements de la démocratie en Amérique latine
Paul Estrade
Caribéennes, Paris, 2000



L'émergence du Noir dans le roman cubain du XIXe siècle
Michèle Guicharnaud-Tollis
L'Harmattan, Paris, 1991



Essai politique sur l'île de Cuba
Alexandre von Humboldt
Espace européen, Paris, 1991